

Comité syndical du 16 décembre 2024

Le Syndicat mixte de coopération territoriale Mégalis Bretagne, légalement convoqué le 2 décembre 2024, s'est réuni en Comité syndical le lundi 16 décembre 2024, dans les locaux du Syndicat mixte et en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Loïg CHESNAIS-GIRARD, Président du Syndicat mixte.

Etaient présents :

Membres titulaires :

Collège	Nom de la collectivité	Nom délégué	Prénom délégué	Pouvoir
1	REGION BRETAGNE	CHESNAIS-GIRARD	LOÏG	
1	REGION BRETAGNE	PERRIN-SARZIER	STEPHANE	
1	REGION BRETAGNE	TRE-HARDY	JERÔME	
1	REGION BRETAGNE	DE SALLIER DUPIN	STEPHANE	
2	DEPARTEMENT DES COTES D'ARMOR	ALLENO	VINCENT	Pouvoir de C. Orain-Grovalet
2	DEPARTEMENT DES COTES D'ARMOR	ORAIN-GROVALET	CHRISTINE	Pouvoir à V. Alleno
2	DEPARTEMENT DU FINISTERE	CARO	AMELIE	
2	DEPARTEMENT D'ILLE ET VILAINE	COULOMBEL	LUDOVIC	
3	AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE	LEMOULINIER	SOPHIE	Pouvoir de P. Le Ray
3	AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE	LE RAY	PHILIPPE	Pouvoir à S. Lemoulinier
3	BREST METROPOLE	PICHON	RONAN	
3	CONCARNEAU CORNOUAILLE AGGLOMERATION	COTTEN	MICHEL	
3	FOUGERES AGGLOMERATION	ERARD	JOSEPH	
3	GUINGAMP PAIMPOL AGGLOMERATION	LE BARS	YANNICK	
3	LAMBALLE TERRE ET MER	DREZET	CATHERINE	
3	QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE	FEREC	THOMAS	
3	QUIMPERLE COMMUNAUTE	LE ROUX	CHRISTOPHE	
3	RENNES METROPOLE	HUAUME	YANN	
3	SAINT-BRIEUC ARMOR AGGLOMERATION	JOLLY	CHRISTIAN	
4	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE SAINT-MEEN MONTAUBAN	TEXIER	FREDERIC	
4	COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS BIGOUDEN SUD	BUANNIC	JEAN-LOUIS	
4	COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LANDIVISIAU	MIOSSEC	GILBERT	
4	COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DES ABERS	GODEC	DANIEL	
4	COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS D'IROISE	COROLLEUR	ANTOINE	
4	COMMUNAUTE DE COMMUNES PLEYBEN - CHATEAULIN - PORZAY	SALAUN	GILLES	
4	COMMUNAUTE LESNEVEN COTE DES LEGENDES	FRANQUES	XAVIER	
4	LEFF ARMOR COMMUNAUTE	LE VAILLANT	JEAN-PAUL	
4	MONTFORT COMMUNAUTE	BRE	YANNICK	
5	COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BELLE-ILE-EN-MER	HUCHET	ANNAÏCK	
5	BROCELIANDE COMMUNAUTE	SAVATIER	FABIENNE	
5	COMMUNAUTE DE COMMUNES HAUTE CORNOUAILLE	COQUIL	YVON	
5	COMMUNAUTE DE COMMUNES DU KREIZ BREIZH	GALARDON	GEORGES	

Le quorum étant atteint, la séance débute à 17h00

Comité syndical du 15 novembre 2024



■ Adoption du procès verbal du Comité syndical du 15 novembre 2024

- ☐ V1 envoyée le 12 décembre 2024
- ☐ V2 envoyée le 16 décembre 2024

Comité syndical du 16 décembre 2024

2

Après en avoir délibéré, le Procès-verbal du Comité syndical du 15 novembre 2024 est adopté à l'unanimité.

Ordre du jour



1. Modernisation des Administrations et Services Numériques

- Cybersécurité – Avenant n°1 à la convention avec la Région Bretagne relative à l'accès à des services de cybersécurité proposés par le CSIRT, auprès des collectivités locales et EPCI du territoire
- Cybersécurité – Modification du service complémentaire « Cyber – Services Breizh Cyber »
- Cybersécurité – Avenants n°1 aux conventions de partenariat pour l'accompagnement à la cybersécurité avec le Centre de Gestion des Côtes d'Armor et le Centre de Gestion d'Ille-et-Vilaine
- Convention de partenariat entre l'Agence Régionale du Numérique et de l'Intelligence Artificielle (Arnia – Bourgogne – Franche-Comté), le GIP Maximilien (Ile-de-France), le GIP Recia (Centre – Val-de-Loire) et Mégalis Bretagne

2. Bretagne Très Haut Débit

- Etat d'avancement du projet
- Avenant n°18 à la convention de délégation de service public

3. Budget

- Vote du budget primitif principal 2024
- Vote du budget primitif annexe – BTHD 2024
- Vote du budget primitif annexe – RUHD 2024
- Dotations aux provisions pour charge d'exploitation

4. Ressources Humaines

- Modifications du tableau des effectifs

5. Adhésions

- Adhésion au Mipih-SIB

Comité syndical du 16 décembre 2024

3

Le Président invite Muriel Chabert, Directrice Modernisation des Administrations et Services Numériques, à présenter l'actualité des Services numériques.

1. Modernisation des administrations et services numériques

- Cybersécurité – Avenant n°1 à la convention avec la Région Bretagne relative à l'accès à des services de cybersécurité proposés par le CSIRT, auprès des collectivités locales et EPCI du territoire
- Cybersécurité – Modification du service complémentaire « Cyber –Services Breizh Cyber »
- Cybersécurité – Avenants n°1 aux conventions de partenariat pour l'accompagnement à la cybersécurité avec le Centre de Gestion des Côtes d'Armor et le Centre de Gestion d'Ille-et-Vilaine
- Convention de partenariat entre l'Agence Régionale du Numérique et de l'Intelligence Artificielle (Arnia – Bourgogne – Franche-Comté), le GIP Maximilien (Ile-de-France), le GIP Recia (Centre – Val-de-Loire) et Mégalis Bretagne

Comité syndical du 16 décembre 2024

4

Modernisation des Administrations et Services Numériques

Retour sur la journée régionale Services numériques

Accessibilité numérique

Cybersécurité NIS2

28/11
Locminé

120 participants

L'IA et les
algorithmes



+ La présentation de l'offre de services 2025-2029

Comité syndical du 16 décembre 2024

5

Retour sur la journée régionale Services numériques

Echanges sur des stands



GéoBretagne®

SIB

EDH
agence nationale
de la cohésion
des territoires



Breizh Cyber

DIRECTION
INTERMINISTÉRIELLE
DU NUMÉRIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Beaucoup d'échanges

Intérêts pour les nouveaux services
comme RDV en ligne ou Signature en ligne

Comité syndical du 16 décembre 2024

6

Cybersécurité - Avenant n°1 à la convention avec la Région Bretagne relative à
l'accès à des services de cybersécurité proposés par le CSIRT, auprès des
collectivités locales et EPCI du territoire

⇒ mise à jour de l'offre de services proposés par Breizh Cyber, à compter du 1^{er} janvier
2025.

- ☐ Pack d'abonnement TRIAD : Analyse de vulnérabilités + Évaluation du risque
humain + Veille en cybersécurité
- ☐ Service DENN : audit détaillé de la surface d'exposition externe
- ☐ Service RESK : détection de fichiers malveillant sur la messagerie et kiosque

Il est proposé :

- D'APPROUVER les modifications de la convention avec la Région Bretagne relative à
l'accès à des services de cybersécurité proposés par le CSIRT ;
- D'AUTORISER le Président à signer l'avenant n°1 à la convention.

Comité syndical du 16 décembre 2024

7

A l'issue du vote à main levée, les résultats ont été enregistrés :

- 0 refus de vote.
- 0 abstention.
- 0 opposition.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical décident à l'unanimité :

- **D'APPROUVER** les modifications de la convention avec la Région Bretagne relative à l'accès à des services de cybersécurité proposés par le CSIRT ;
- **D'AUTORISER** le Président à signer l'avenant n°1 à la convention.

Modernisation des Administrations et Services Numériques



Cybersécurité - Modification du service complémentaire « Cyber -Services Breizh Cyber

⇒ **Prise en compte de la mise à jour de l'offre de services proposés par Breizh Cyber**, à compter du 1^{er} janvier 2025.

	Communes (en nb d'habitants) EPCI (en nb d'habitants) Autres entités (en nb d'agents)	<= 3500 < 50 agents	De 3501 à 10 000 <= 20 000 De 50 à 99 agents	De 10 001 à 20 000 De 20 001 à 50 000 De 100 à 199 agents	> 20 000 De 50 001 à 150 000 De 200 à 499 agents	> 150 000 + CD + CR De 500 à 999 agents	> 1000 agents
TARIF € HT/an	PACK TRIAD	950 € □	1 400 € □	2 500 € □	4 300 € □	8 500 € □	Devis sur demande
	Service DENN	850 € □	1 200 € □	1 700 € □	2 100 € □	2 600 € □	Devis sur demande
	Service RESK	1 000 € □	1 900 € □	3 000 € □	5 100 € □	10 000 € □	Devis sur demande

Il est proposé :

- **D'APPROUVER** le **bon de commande relatif au service complémentaire « Cyber - Services Breizh Cyber »**

Comité syndical du 16 décembre 2024

8

A l'issue du vote à main levée, les résultats ont été enregistrés :

- 0 refus de vote.
- 0 abstention.
- 0 opposition.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical décident à l'unanimité :

- **D'APPROUVER** le bon de commande relatif au service complémentaire « Cyber - Services Breizh Cyber ».

Cybersécurité - Avenants n°1 aux conventions de partenariat pour
l'accompagnement à la cybersécurité avec le Centre de Gestion des Côtes d'Armor et
le Centre de Gestion d'Ille-et-Vilaine

- ⇒ **la mise à jour de la description de l'offre d'accompagnement** cybersécurité de Mégalis dans le cadre du plan de programme 2025-2029 ;
- ⇒ **la modification de la durée des conventions, fixée au 30 juin 2026**, date de fin des parcours de sensibilisation cybersécurité proposés par le Syndicat mixte.

Il est proposé :

- **D'APPROUVER** les modifications de la convention de partenariat pour l'accompagnement à la cybersécurité avec le Centre de Gestion des Côtes d'Armor ;
- **D'APPROUVER** les modifications de la convention de partenariat pour l'accompagnement à la cybersécurité avec le Centre de Gestion d'Ille-et-Vilaine ;
- **D'AUTORISER** le Président à signer les avenants n°1 aux conventions.

A l'issue du vote à main levée, les résultats ont été enregistrés :

- 0 refus de vote.
- 0 abstention.
- 0 opposition.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical décident à l'unanimité :

- **D'APPROUVER** les modifications de la convention de partenariat pour l'accompagnement à la cybersécurité avec le Centre de Gestion des Côtes d'Armor ;
- **D'APPROUVER** les modifications de la convention de partenariat pour l'accompagnement à la cybersécurité avec le Centre de Gestion d'Ille-et-Vilaine ;
- **D'AUTORISER** le Président à signer les avenants n°1 aux conventions.

Convention de partenariat entre l'Agence Régionale du Numérique et de l'Intelligence Artificielle (**ARNia** - Bourgogne - Franche-Comté), le GIP **Maximilien** (Ile-de-France), le GIP **Recia** (Centre - Val-de-Loire) et **Mégalis** Bretagne

⇒ **L'élargissement et la mise à jour du partenariat et des engagements :**

- Créer les conditions d'une **forte collaboration entre mutualisateurs publics**.
- **Partager ou co-développer leur expertise sur des projets communs** d'ingénierie dans les domaines, entre autres : de la transformation numérique des collectivités, de la commande publique, de la gouvernance et exploitation des données ouvertes, de la cybersécurité, de l'intelligence artificielle ;
- **S'engager sur des principes communs d'ouverture des données** publiques :
- **Partager des ressources** (documentation, webinaire) en lien avec les projets communs
- **Coordonner et mutualiser**, chaque fois qu'ils l'estimeront souhaitable, **leurs phases de développements et études** sur les services numériques communs de leur plateforme pour en réduire les coûts de procédure achat, d'investissement et de maintenance des applicatifs.

Convention de partenariat entre l'Agence Régionale du Numérique et de l'Intelligence Artificielle (**ARNia** - Bourgogne - Franche-Comté), le GIP **Maximilien** (Ile-de-France), le GIP **Recia** (Centre - Val-de-Loire) et **Mégalis** Bretagne

- **Systématiser le plaidoyer** commun auprès d'**acteurs institutionnels et de prestataires** ;
- **Partager la veille sur les appels à projets** et notamment les projets européens pour envisager, le cas échéant, une réponse commune ;
- **Participer aux échanges nationaux sur la mutualisation** (notamment au sein des associations Déclic et Adullact) pour porter les projets régionaux et capitaliser sur les projets d'autres OPSN ;
- **Etudier la possibilité de mettre en commun des ressources humaines** lorsque le domaine d'expertise le permet ;

Il est proposé :

- **D'APPROUVER** la convention de partenariat entre l'Agence Régionale du Numérique et de l'Intelligence Artificielle (ARNia - Bourgogne - Franche-Comté), le GIP Maximilien (Ile-de-France), le GIP Recia (Centre - Val-de-Loire) et Mégalis Bretagne ;
- **D'AUTORISER** le Président à signer la convention.

A l'issue du vote à main levée, les résultats ont été enregistrés :

- 0 refus de vote.
- 0 abstention.
- 0 opposition.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical décident à l'unanimité :

- **D'APPROUVER** la convention de partenariat entre l'Agence Régionale du Numérique et de l'Intelligence Artificielle (Arnia - Bourgogne - Franche-Comté), le GIP Maximilien (Ile-de-France), le GIP Recia (Centre - Val-de-Loire) et Mégalis Bretagne ;
- **D'AUTORISER** le Président à signer la convention.

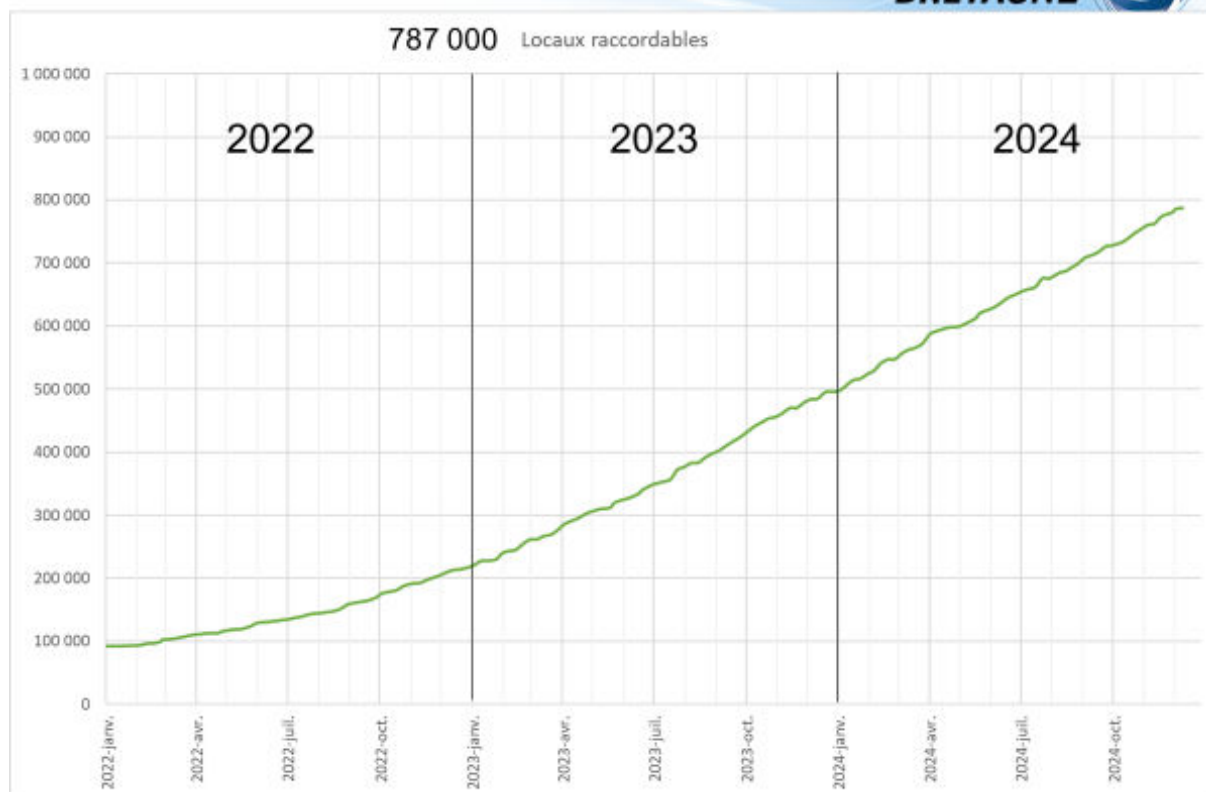
Le Présent attire l'attention sur l'importance du partenariat avec ces trois autres opérateurs publics de services numériques en France. Ensemble, ils représentent un tiers de la population française et peuvent ainsi peser dans le paysage numérique.

Le Président invite Thomas Renault, Directeur du projet Bretagne Très Haut Débit, à présenter l'état d'avancement du projet Bretagne Très Haut Débit.



2. Bretagne Très Haut Débit

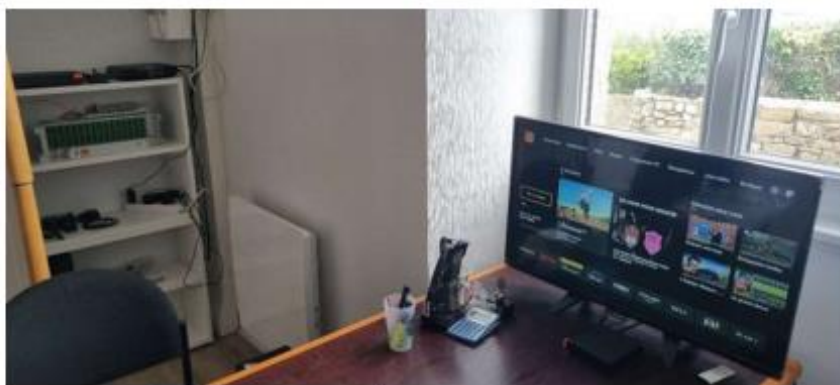
- Etat d'avancement du projet
- Avenant n°19 à la convention de délégation de service public



Avancement des travaux

- Sur la phase 1 : Dinan et Dinard terminées, en cours de commercialisation
- Sur la phase 2 : 453 000 locaux construits
 - A part quelques complétudes, il reste principalement Belle-Ile-en-Mer et des travaux retardés pour des blocages de tiers
- Sur la phase 3 : 269 000 locaux construits
 - Fin des études projet prévues en février et d'exécution en juin 2025
- Au total :
 - 1 284 000 locaux dont l'étude d'exécution est validée
 - Dont 975 000 locaux construits
 - Dont 787 000 locaux raccordables

- Projet d'avenant au marché avec Axione pour la réalisation des îles de Batz et Bréhat
- Lancement d'un marché global de performances incluant FttH et FH sur les 5 autres îles (Molène, Ouessant, Sein, Houat et Hoëdic)
- Expérimentation sur Molène opérationnelle depuis octobre 2024

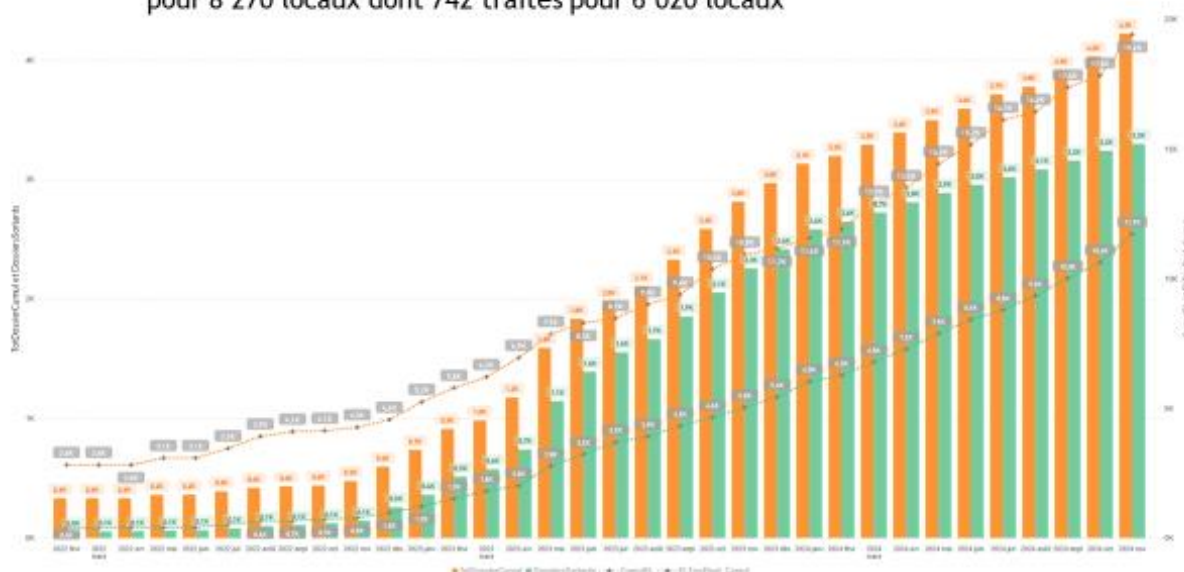


Comité syndical du 16 décembre 2024

15

Les extensions de réseau avec travaux réalisées cette année

- Au 1^{er} décembre, environ 1 200 dossiers nouveaux depuis le début d'année pour 8 270 locaux dont 742 traités pour 6 020 locaux



Comité syndical du 16 décembre 2024

16

Étiquettes de lignes T	Somme de Logements cibles	Somme de Logements raccordables	Somme de Raccordables/ Cibles	Rappel 24/06/2024	Variation
☐ Côtes d'Armor	101864	95862	94,1%	93,6%	0,5%
☐ CA Guingamp-Paimpol Agglomération de l'Armor à l'Argoat	6327	5739	90,7%	90,2%	0,5%
☐ CA Lannion-Trégor Communauté	15429	14997	97,2%	96,8%	0,4%
☐ CA Saint-Brieuc Armor Agglomération	80108	75126	93,8%	93,3%	0,5%
☐ Finistère	249900	233633	93,5%	93,2%	0,3%
☐ Brest Métropole	140933	133720	94,9%	94,9%	0,0%
☐ CA Concarneau Cornouaille Agglomération	17039	16608	97,5%	97,7%	-0,2%
☐ CA Morlaix Communauté	15146	14290	94,3%	94,3%	0,0%
☐ CA Quimper Bretagne Occidentale	65241	57827	88,6%	87,4%	1,2%
☐ CC Douarnenez Communauté	11541	11188	96,9%	96,7%	0,2%
☐ Ile et Vilaine	417891	388952	93,1%	92,5%	0,6%
☐ CA du Pays de Saint Malo	73703	65634	89,1%	88,0%	1,1%
☐ CA Fougères Agglomération	15932	14499	91,0%	88,8%	2,2%
☐ CA Vitré Communauté	13336	11972	89,8%	88,5%	1,2%
☐ Rennes Métropole	314920	296847	94,3%	93,9%	0,4%
☐ Morbihan	235077	217897	92,7%	92,1%	0,6%
☐ CA Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération	95063	89273	93,9%	93,0%	0,9%
☐ CA Lorient Agglomération	132679	121638	91,7%	91,3%	0,4%
☐ CA de la Presqu'île de Guérande - Atlantique	7335	6986	95,2%	95,2%	0,1%
Total général	1004732	936344	93,2%	92,7%	0,5%

Comité syndical du 16 décembre 2024

17

Le Président attire l'attention sur la faible variation du nombre de raccordables dans les zones d'initiative privée.

Ronan Pichon, délégué titulaire de Brest Métropole, confirme que la complétude des zones AMII prend beaucoup de temps. Ronan Pichon se demande si le nombre de logements cibles inclut les logements non construits.

Thomas Renault, Directeur du projet Bretagne Très Haut Débit, précise que les données proviennent du fichier IPE qui s'échange entre les opérateurs. A partir du moment où le logement a été recensé il apparaît dans ce fichier, quand bien même il n'est pas forcément construit sur le terrain.

Ronan Pichon remercie pour cette précision et souligne que les taux ne peuvent donc pas être à 100% dans la mesure il y a des raccordables potentiels qui n'existent pas encore. Néanmoins l'opérateur historique semble avoir des difficultés à tenir ses engagements initiaux.

Le Président complète en précisant que ces difficultés concernent les opérateurs Orange comme SFR, et qu'elles seront regardées avec attention.

Vincent Alleno, délégué titulaire du Département des Côtes d'Armor, constate qu'il y a une évolution négative dans le tableau et s'interroge sur la manière de l'expliquer.

Thomas Renault précise qu'il y a probablement eu plus de prises nouvelles en cibles que de prises rendues raccordables.

Patrick Malfait, Directeur général de Mégalis Bretagne, précise que c'est l'exemple de Concarneau où il y a eu 400 logements supplémentaires dans la cible à raccorder et moins de 400 logements rendus raccordables dans le semestre. Le taux de complétude recule donc mécaniquement.

Le Président invite Yann Uguen, responsable des services opérateurs au sein de la direction du projet Bretagne Très Haut Débit, à présenter l'avenant 19 à la convention de délégation de service public.

DSP - Avenant n°19



Objet de l'avenant :

- La modification des tarifs du contrat d'accès FTTH signé avec les opérateurs FAI afin de leur répercuter les augmentations de tarifs de location de Génie Civil pour la Boucle Locale Optique (GC BLO) appliquées par Orange
- La mise en œuvre de contrats cadres génériques simplifiés uniques pour tous les RIP d'Orange Concessions à destination des Opérateurs FAI
- La mise à jour du contrat d'accès FTTE passif V2.2
- L'apport de précisions sur les modalités de calcul et d'application concernant la clause 6.6 de Retour à Meilleure Fortune
- La mise en œuvre des nouveaux tarifs de mise en service des raccordements réalisés par les opérateurs FAI à compter du 1er janvier 2026
- La définition des modalités de calcul de la participation publique au titre des raccordements applicables à compter du 1er janvier 2026, tel que prévu à l'Avenant 4

18

DSP – Avenant n°19 Tarifs du contrat d'accès FTTH



- En application du modèle réglementaire mis à jour et partagé par l'Arcep, est incluse une hausse du prix de la composante de location de GC par Accès, applicable sur le récurrent mensuel du cofinancement et l'offre d'accès à la Ligne FTTH, basée notamment sur un prévisionnel de coûts GC BLO établi par l'Arcep dans son modèle :
 - ☐ A partir du 01/01/2025, tarif applicable : 1,94€ (au lieu de 1,55€) ;
 - ☐ Hausse annuelle de 0,013 € tous les 1ers janvier à compter du 01/01/2026.
- Modification des tarifs récurrents des Liens NRO-PM : hausse de 35% pour couvrir les coûts GC.

19

- Modification des cas où le délai standard de mise à disposition ne s'applique pas
- Introduction de la définition du « délai de livraison RIP FTTX »
- Introduction d'une nouvelle pénalité pour les signalisations sur les accès livrés depuis moins d'un mois
- Précisions sur la prestation de Desserte Interne

- A la demande des opérateurs commerciaux afin de simplifier leurs démarches pour accéder aux offres et services des différents RIP d'Orange Concessions, les contrats vont être simplifiés et unifiés.
- Dans une première étape, sont concernés les contrats génériques, avec la mise en place d'un « pack bienvenue ». Ces contrats sont des prérequis aux contrats concernant les offres produits et ne nécessitent pas de mise à jour du catalogue de service.
- Les Espaces Opérateurs des RIP d'Orange Concessions vont être également unifiés afin d'améliorer l'expérience client digitale.

- Le tableau suivant est ajouté à l'article 6.6 de la convention. Il précise les modalités de calcul du partage de la meilleure fortune au terme, normal ou anticipé de la convention :

[(C) - (D)] / D		Part versée au délégant (% du Résultat Net)
Entre 0%	Et 13%	50%
Entre 13%	Et 33%	50% pour la part inférieure à 13% 60% pour la part supérieure à 13%
Entre 33%	Et 53%	50% pour la part inférieure à 13% 60% pour la part entre 13% et 33% 70% pour la part supérieure à 33%
Supérieure à	53%	50% pour la part inférieure à 13% 60% pour la part entre 13% et 33% 70% pour la part entre 33% et 53% 80% pour la part supérieure à 53%

22

- Le paragraphe suivant de l'article 6.6 est supprimé :
 - En cas d'amélioration de l'économie générale de la délégation par rapport aux prévisions économiques initiales, [...] un reversement sera effectué par le Délégué au profit du Déléguant dans les conditions ci-après. Ce reversement sera effectué sur un compte de réserve géré par le Déléguant (ci-après le "Compte de réserve"). Le Déléguant s'engage à assurer au Délégué la disponibilité des sommes figurant au crédit du Compte de Réserve pour les besoins de l'application de la présente clause de retour à meilleure fortune.
- Il est remplacé par le paragraphe suivant :
 - En cas d'amélioration de l'économie générale de la délégation par rapport aux prévisions économiques initiales, [...] un reversement sera effectué par le Délégué au profit du Déléguant dans les conditions ci-après. Ce reversement sera effectué sur un compte de réserve géré par le Délégué (ci-après le "Compte de réserve"). Le Délégué s'engage à assurer au Déléguant la disponibilité des sommes figurant au crédit du Compte de Réserve pour les besoins de l'application de la présente clause de retour à meilleure fortune.
- Il est ajouté à la suite du paragraphe précité les dispositions suivantes :
 - Le Délégué placera la somme du compte de réserve, au même titre que toute sa trésorerie, sur un compte rémunéré par Orange Concessions. Le taux d'intérêt appliqué est le taux quotidien = ESTER + 0,10% = (avec un plancher à 0%), qui suit l'évolution des taux du marché. Le Délégué versera au Déléguant annuellement un acompte (avance acquise) correspondant à 50% des intérêts financiers annuels acquis sur l'année n-1.

23

- Le tarif de Mise En Service (MES) des raccordements sera revu pour suivre les recommandations et en accord avec l'Arcep.
- Le tarif simplifié sera péréqué, quel que soit le type de PBO : MES à 269 €HT.
- Il s'appliquera au 1er janvier 2026, date à laquelle sera revu le dispositif de subvention des raccordements tel que précisé à l'article suivant.
- Par ailleurs, afin de renforcer et de couvrir les coûts des différentes opérations nécessaires pour assurer la qualité des raccordements (Audits, labellisation, Comptes Rendus avec photos ...), la 1ère mise en Service facturée aux opérateurs F.A.I. inclura un tarif moyen de 15 € HT.

24

DSP – Avenant n°19 Calcul de la subvention pour les raccordements

- Le paragraphe suivant de l'article 2.2 "Modalités de calcul de la participation publique" de l'annexe 13 est supprimé :
 - A compter de l'année 2026 et jusqu'à l'échéance de la convention, les Parties se rapprocheront avant le 31 décembre 2024 afin de définir les modalités de calcul de la participation au titre des raccordements. En tout état de cause, cette participation publique ne pourra dépasser 97 € maximum en moyenne par raccordement.
- Il est remplacé par le paragraphe suivant :
 - A compter de l'année 2026 et jusqu'à l'échéance de la Convention, le montant de la participation publique correspond, selon le type de raccordement, au montant indiqué en colonne d du tableau suivant :

2026 et suivantes	Coûts raccordement FAI (a)	Coûts THDB Qualité Raccordements clients (b)	Frais de mise en service (c)	Subvention versée par Mégalis (d) (d) = ((a) + (b)) - (c)	Répartition du type de PB
Sur PB intérieur	180 €	19 €	269 €	-70 €	7%
Sur PB en chambre	285 €	14 €	269 €	30 €	43%
Sur PB en façade	364 €	15 €	269 €	110 €	2,5%
Sur PB aérien	435 €	15 €	269 €	181 €	47,5%
Moyenne pondérée	351 €	15 €	269 €	97 €	

- En tout état de cause, la participation publique ne pourra dépasser 97€ maximum en moyenne par raccordement.

25

Patrick Malfait, Directeur Général, rappelle que la subvention raccordements est aujourd'hui plafonnée à 151€ par raccordement. Quand on comptabilise 180 000 raccordés dans l'année, diminuer le plafond de cette subvention à 97€ à partir de 2026 introduit une réelle différence.

Antoine Corolleur, délégué titulaire de Pays d'Iroise Communauté, indique que les raccordements en façades sont facturés 364€, le délégataire aurait donc intérêt à privilégier le raccordement en façade par rapport aux autres types de raccordements.

Thomas Renault précise que le type de raccordement est défini en fonction de la façon dont le réseau est construit. Si le point de branchement est en façade ; les raccordements ne peuvent pas faire autrement que de raccorder en façade ; si le point de branchement est en souterrain le raccordement est effectué également en souterrain.

DSP – Avenant n°19



- Cet avenant a reçu l'avis favorable de la Commission Délégation de Service Public du Syndicat mixte, réunie le 4 décembre 2024

- **Il est proposé :**

- ☐ **D'APPROUVER** les modifications de la convention de délégation de service public pour l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à très haut débit ;
- ☐ **D'AUTORISER** le Président à signer l'avenant n°19 à la convention.

A l'issue du vote à main levée, les résultats ont été enregistrés :

- 0 refus de vote.
- 0 abstention.
- 0 opposition.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical décident à l'unanimité :

- **D'APPROUVER** les modifications de la convention de délégation de service public pour l'exploitation d'un réseau de communications électroniques à très haut débit ;
- **D'AUTORISER** le Président à signer l'avenants n°19 à la convention.

Le Président invite Sébastien Dekeyser, Directeur du Pôle Administratif et Financier, à présenter le budget primitif principal 2025.



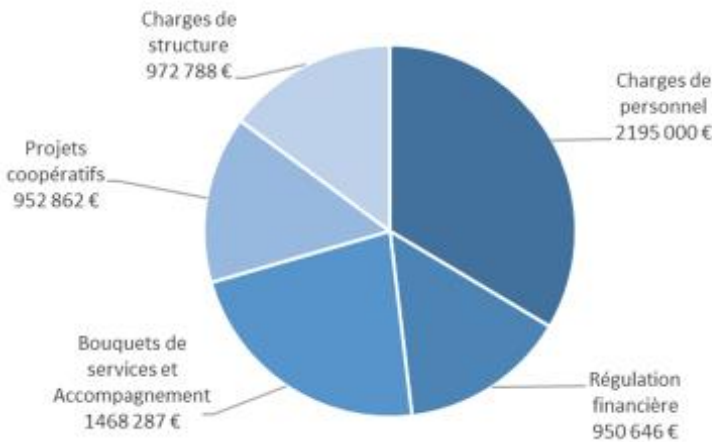
3. Budget

- Vote du budget primitif principal 2025
- Vote du budget primitif annexe – BTHD 2025
- Vote du budget primitif annexe – RUHD 2025
- Dotations aux provisions pour charge d'exploitation

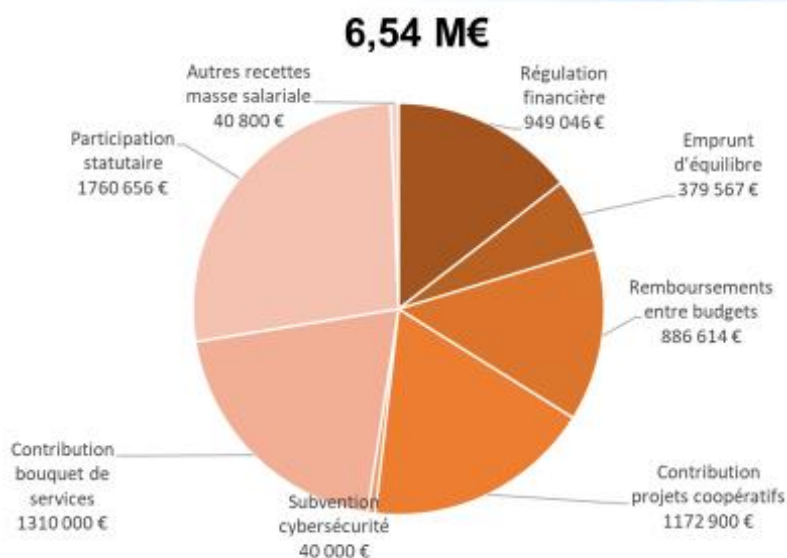
Vote du budget primitif principal 2025
Volet dépenses



6,54 M€



Vote du budget primitif principal 2025 Volet recettes



Comité syndical du 16 décembre 2024

29

Vote du budget primitif principal 2025

Bouquet de services	Dépenses HT
Des services pour votre administration	
Passation marchés	315 168 €
Exécution marchés	60 958 €
Base DCE	10 000 €
Sourcing fournisseurs	10 317 €
Tiers de Télétransmission ACTES	23 660 €
Tiers de Télétransmission PES	8 660 €
Tiers de Télétransmission FACTURES	8 660 €
Parapheur électronique	134 238 €
Transfert de fichiers	15 432 €
Partage et collaboration Nextcloud	44 627 €
Archivage électronique	159 172 €
Convocation électronique des élus	47 687 €
Socle	90 875 €
Orchestracteur Pastell (BUS)	192 780 €

Bouquet de services (suite)	Dépenses HT
Des services pour vos citoyens	
Portail open data	52 520 €
Signature en ligne	16 007 €
Plate-forme e-learning	7 056 €
Démarches en ligne	40 000 €
Enquête publique dématérialisée	7 878 €
Rendez-vous en ligne	45 600 €
Des services pour votre cybersécurité	
Accompagnement Cybersécurité	92 000 €
Coffre-fort MDP	2 828 €
Sauvegarde en ligne	15 000 €
Plate-forme de phishing	9 000 €
Open RGPD	1 664 €
Un accompagnement dans vos démarches d'accessibilité et sobriété numériques	
Accessibilité numérique	5 000 €
Sobriété numérique	15 000 €
Un accompagnement au quotidien	
Formation accompagnement	2 000 €
DMASN	34 500 €
Total	1 468 287 €

Comité syndical du 16 décembre 2024

30

Vote du budget primitif principal 2025

Projets coopératifs	Dépenses HT
ADS	316 620 €
KorriGo	134 500 €
Mon compte mes services	365 842 €
OuestGo	135 900 €
Total	952 862 €

Vote du budget primitif principal 2025

■ Section de fonctionnement

Dépenses	BP 2025		Recettes
011- Charges à caractère général	2 382 952,00	0,00	002- Solde d'exécution de la section de fonctionnement reporté
012- Charges de personnel et frais assimilés	2 183 000,00	40 800,00	013 - Atténuation de charges
042- Opérations d'ordre de transfert entre sections	565 000,00	200 130,00	042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections
65- Autres charges de gestion courante	92 332,00	2 712 014,00	70- Produits des services, du domaine et ventes diverses
68- Dotations aux provisions	6 500,00	2 448 156,00	74- Dotations et participations
023- Autofinancement	181 366,00	10 050,00	75-Autres produits de gestion courante
Total	5 411 150,00	5 411 150,00	Total

■ Section d'investissement

Dépenses	BP 2025		Recettes
040- Opérations d'ordre de transfert entre sections	200 130,00		001- Solde d'exécution de la section d'investissement reporté
041- Opérations patrimoniales	0,00	2 500,00	024- Produits des cessions d'immobilisations
20- Immobilisations incorporelles	285 127,00	565 000,00	040- Opérations d'ordre de transfert entre section
001- Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	0,00		23- Immobilisations en cours
16- Emprunts et assimilés	0,00		041- Opérations patrimoniales
21- Immobilisations corporelles	147 057,00		13- Subventions d'investissement
23- Immobilisations en cours	492 119,00	379 567,00	16- Emprunts et assimilés
26- Participations	0,00		27- Autres immobilisations financières
27- Autres immobilisations financières	4 000,00	181 366,00	021 - Autofinancement
Total	1 128 433,00	1 128 433,00	Total

Comité syndical du 16 décembre 2024

33

Autorisations de programme (AP) 2025-2029 et crédits de paiement (CP) associés

	AP	CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029
01- Services numériques	723 972	276 644	105 932	121 532	112 132	107 732
				238	262	262
02- Projets coopératifs	1 328 176	350 412	213 860	720	592	592

■ **Il est proposé :**

- ☐ **D'ADOPTER** le budget primitif principal de l'année 2025 du Syndicat mixte tel que présenté, équilibré comme ci-dessus.

Le Président souligne que pour les projets OuestGo et KorriGo Mobilités, qui seront repris par le Syndicat mixte en cours de création Bretagne Mobilités, les financements se feront au travers des contributions des collectivités adhérentes de Bretagne Mobilités.

Amélie Caro, déléguée titulaire du département du Finistère, rappelle ses propos intervenus lors du débat d'orientations budgétaires et maintient que le Département du Finistère attend de Mégalis une attention particulière sur un nombre suffisamment important d'utilisateurs des nouveaux services du bouquet 2025-2029 pour garantir le financement de ces nouveaux services et la légitimité des recrutements.

Le Président souligne tenir compte des remarques, et rappelle que, lors de la dernière réunion du comité syndical, aucune augmentation financière des participations statutaires et des contributions au service n'a été demandée aux membres de Mégalis Bretagne.

A l'issue du vote à main levée, les résultats ont été enregistrés :

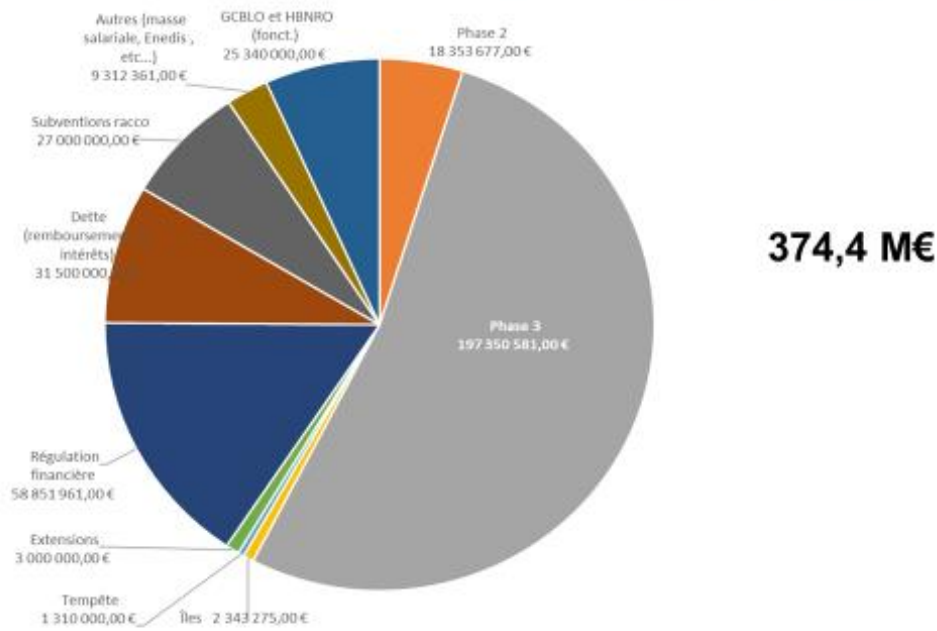
- 0 refus de vote.
- 0 abstention.
- 0 opposition.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical décident à l'unanimité :

- **D'ADOPTER** le budget primitif de l'année 2025 du Syndicat mixte tel que présenté, équilibré comme ci-dessus ;
- **D'ADOPTER** les autorisations de programme 2025-2029 et crédits de paiement associés, tels que présentés ci-dessus.

Le Président invite Sébastien Dekeyser, à poursuivre et à présenter le budget primitif annexe – BTHD 2025.

Vote du budget primitif annexe – BTHD 2025
Volet dépenses

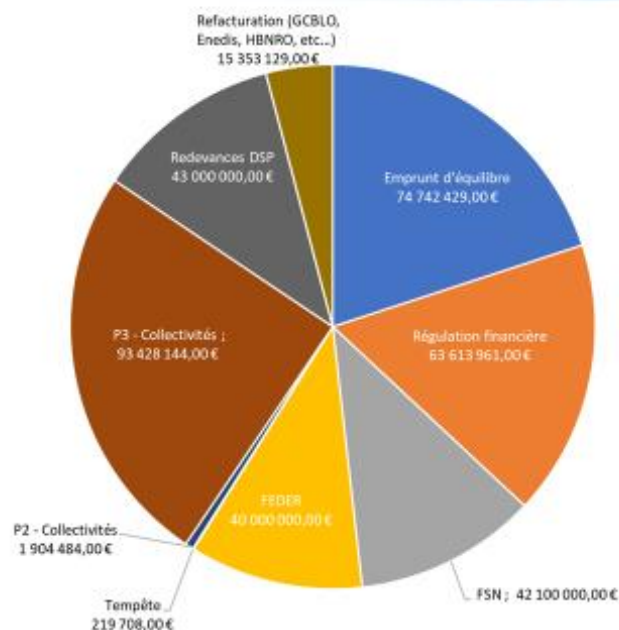


Comité syndical du 16 décembre 2024

35

Vote du budget primitif annexe – BTHD 2025 Volet recettes

374,4 M€



Comité syndical du 16 décembre 2024

36

Vote du budget primitif annexe – BTHD 2025

Phase 2	
Etudes + travaux	16 688 000
AMO contrôle	2 551 173
CSPS	114 504
Total	19 353 677

Phase 3	
Etudes + Travaux	191 498 000
AMO	5 730 793
CSPS	121 788
Total	197 350 381

Autres coûts	
Réutilisation des infrastructures existantes	29 770 100
Subventions raccordements	27 000 000
Remboursement d'emprunt	23 000 000

Comité syndical du 16 décembre 2024

37

Dépenses de travaux et maîtrise d'œuvre FTTH (2015-2025)



■ Evolution des dépenses de travaux et maîtrise d'œuvre FTTH (2015-2025)



Comité syndical du 16 décembre 2024

38

Vote du budget primitif annexe – BTHD 2025



■ Section de fonctionnement

Dépenses	BP 2025		Recettes
011- Charges à caractère général	28 961 134,00	0 ,00	013- Atténuation de charges
012- Charges de personnel et frais assimilés	2 007 347,00	6 292 501,00	042- Opérations d'ordre de transfert entre sections
042- Opérations d'ordre de transfert entre sections	14 064 000,00	13 868 620,00	70- Produits des services, du domaine et ventes diverses
65- Autres charges de gestion courante	930 000,00	2 038 970,00	74- Dotations et participations
66- Charges financières	8 500 000,00	43 013 050,00	75- Autres produits de gestion courante
67- Charges exceptionnelles	507 200,00	4 552 000,00	77- Produits exceptionnels
68- Dotations	0,00	0,00	78- Reprises sur provision
023- Autofinancement	14 795 460,00		
Total	69 765 141,00	69 765 141,00	Total

Comité syndical du 16 décembre 2024

39

■ Section d'investissement

Dépenses	BP 2025		Recettes
040- Opérations d'ordre de transfert entre sections	6 292 501,00	14 795 460,00	021- Autofinancement
041- Opérations patrimoniales	23 700 000,00	14 064 000,00	040- Opérations d'ordre de transfert entre section
16- Emprunts ou assimilés	23 000 000,00	23 700 000,00	041- Opérations patrimoniales
20- Immobilisations incorporelles	506 855,00	74 742 429,00	16- Emprunts ou assimilés
21- Immobilisations corporelles	5 000,00	177 294 825,00	13- Subventions d'investissement
23- Opérations d'équipements	224 092 358,00	0,00	
27- Autres immobilisations financières	27 000 000,00	0,00	
Total	304 596 714,00	304 596 714,00	Total

■ Il est proposé :

- ☐ D'ADOPTER le budget primitif annexe - BTHD de l'année 2025 du Syndicat mixte tel que présenté, équilibré comme ci-dessus

Comité syndical du 16 décembre 2024

40

A l'issue du vote à main levée, les résultats ont été enregistrés :

- 0 refus de vote.
- 0 abstention.
- 0 opposition.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical décident à l'unanimité :

- **D'ADOPTER** le budget primitif annexe – BTHD de l'année 2025 du Syndicat mixte tel que présenté, équilibré comme ci-dessus.

Le Président invite Sébastien Dekeyser, à poursuivre et à présenter le budget primitif annexe – RUHD 2025.

Fibre optique	Dépenses HT
Exploitation	190 680,00
Total	190 680,00

Hébergement	
NRO	27 200,00
Data Centres	25 000,00
Total	52 200,00

Multiplexage	
Exploitation	100 000,00
Total	100 000,00

■ Section de fonctionnement

Dépenses	BP 2025		Recettes
011- Charges à caractère général	342 880,00	134 000,00	70- Produits des services et du domaine
012- Charges de personnel et frais assimilés	42 500,00	251 380,00	74- Dotations et participations
65 - Autres charges de gestion courante	50,00	50,00	75 - Autres produits de gestion courante
042- Dotations aux amortissements	510 000,00	510 000,00	042- Opérations d'ordre de transfert entre sections
Total	895 430,00	895 430,00	Total

■ Section d'investissement

Dépenses	BP 2025		Recettes
21- Immobilisations corporelles	20 000,00	20 000,00	13- Subventions d'investissement
040- Opérations d'ordre de transfert entre sections	510 000,00	510 000,00	040- Opérations d'ordre de transfert entre sections
Total	530 000,00	530 000,00	Total

■ Il est proposé :

- ☐ D'ADOPTER le budget primitif annexe - RUHD de l'année 2025 du Syndicat mixte tel que présenté, équilibré comme ci-dessus.

Autorisations de programme (AP) 2025–2034 et crédits de paiement (CP) associés

	AP	CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029
01 – Multiplexage – Configuration initiale	200 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
02 – Mise en service opérateurs	1 200 000	0	0	1 200 000	0	0
03 – Boucle principale	3 000 000	0	0	0	0	0

	CP 2030	CP 2031	CP 2032	CP 2033	CP 2034
01 – Multiplexage – Configuration initiale	0	0	0	0	0
02 – Mise en service opérateurs	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
03 – Boucle principale	0	0	0	00	3 000 000

A l'issue du vote à main levée, les résultats ont été enregistrés :

- 0 refus de vote.
- 0 abstention.
- 0 opposition.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical décident à l'unanimité :

- **D'ADOPTER** le budget primitif annexe – RUHD de l'année 2025 du Syndicat mixte tel que présenté, équilibré comme ci-dessus ;
- **D'ADOPTER** les autorisations de programme 2025–2034 et crédits de paiement associés, tels que présentés ci-dessus.

Dotations aux provisions pour charge d'exploitation **Mégalis BRETAGNE**



- Provisions destinées à couvrir les charges afférentes aux jours épargnés dont le montant est le coût lié aux droits ouverts dans les Comptes Epargne-Temps (CET) du personnel
- il est prévu d'ouvrir des provisions de cet ordre au compte 6815 pour l'exercice 2024 d'un montant de 5 400,00€ pour le budget principal. Pour le budget rattaché BTHD, il n'est pas nécessaire de provisionner cette année, car les provisions constituées et cumulées n'ont fait l'objet d'aucune reprise sur provision en 2024.
- **Il est proposé :**
 - ☐ **D'AUTORISER** les dotations aux provisions citées ci-dessus pour l'exercice 2024 ;
 - ☐ **DE PROCEDER** au solde des provisions antérieures qui ne sont plus nécessaires.

A l'issue du vote à main levée, les résultats ont été enregistrés :

- 0 refus de vote.
- 0 abstention.
- 0 opposition.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical décident à la majorité :

- **D'AUTORISER** les dotations aux provisions citées ci-dessus pour l'exercice 2024 ;
- **DE PROCEDER** au solde des provisions antérieures qui ne sont plus nécessaires.

Le Président invite Sébastien Dekeyser, Directeur du Pôle Administratif et Financier, à présenter les dossiers relatifs aux ressources humaines.



4. Ressources Humaines

- Modifications du tableau des effectifs

■ Direction Modernisation des Administrations et Services Numériques

- Prolongation de l'emploi non permanent de chargé(e) de mission accompagnement cybersécurité
 - Afin de continuer à sensibiliser les agents et élus aux enjeux de la cybersécurité, il convient de prolonger l'emploi jusqu'au 30/06/2026 dans les mêmes conditions (contrat projet rémunéré sur l'indice majoré 445).
- Création d'un emploi permanent de chargé(e) de mission accompagnement numérique
 - Dans le cadre du bouquet de services 2025-2029, afin de renforcer l'équipe en charge de l'accompagnement, il est proposé de créer un emploi permanent à temps complet de chargé(e) de mission accompagnement numérique. L'emploi sera créé sur les cadres d'emplois des attachés, des rédacteurs, des ingénieurs et des techniciens à compter du 01/01/2025.
- Création d'un emploi permanent de chargé(e) d'exploitation des services
 - Dans le cadre du plan de programme 2025-2029, afin de renforcer les équipes en charge de l'exploitation des services, il apparaît nécessaire de créer un emploi permanent à temps complet de chargé(e) d'exploitation des services aux cadres d'emploi des techniciens, rédacteurs, adjoints techniques et adjoints administratifs à compter du 01/01/2025.

■ Direction du projet Bretagne Très Haut Débit

- Création d'un emploi non permanent de chef de projet informatique
 - Afin de garantir la résilience du système d'information télécoms du projet Bretagne Très Haut Débit, il convient de créer un emploi non permanent à temps complet de chef(fe) de projet informatique sur le cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux et rémunéré selon l'indice majoré maximum 583 en cas de recrutement d'un contractuel.
- Modification de l'emploi permanent de gestionnaire administratif du projet BTHD
 - A la suite d'une mobilité interne, le poste de gestionnaire administratif du projet BTHD est vacant. Les missions ont été redéfinies à cette occasion et il convient alors d'ouvrir l'emploi au grade des attachés territoriaux.
- Modification de l'emploi permanent de chargé(e) d'affaires
 - Un emploi de chargé d'affaires sera vacant le 01/02/2025 à la suite d'un départ à la retraite. Afin d'élargir le vivier de candidats, il est vous proposé d'ouvrir le poste de chargé(e) d'affaires au cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux.

■ Pôle Gestion des Systèmes d'information

- Recours à un apprenti ingénieur afin de renforcer l'équipe en charge du système d'information du syndicat mixte

■ Il est proposé :

- ☐ **DE MODIFIER** l'emploi non permanent de chargé(e) de mission accompagnement cybersécurité et de le prolonger dans les mêmes conditions jusqu'au 30/06/2026.
- ☐ **DE CREER** l'emploi permanent de chargé(e) de mission accompagnement numérique dans les conditions fixées ci-dessus.
- ☐ **DE CREER** l'emploi permanent de chargé(e) d'exploitation des services dans les conditions fixées ci-dessus.
- ☐ **DE CREER** un emploi non permanent de chef(fe) de projet informatique à temps complet sur la base des articles L332-24 à L332-28 du CGFP (contrat projet) à compter du 1er janvier 2025 et jusqu'au 31 décembre 2026.
- ☐ **DE MODIFIER** l'emploi permanent de gestionnaire administratif du projet BTHD à compter du 01/01/2025.
- ☐ **DE MODIFIER** l'emploi permanent de chargé(e) d'affaires BTHD.
- ☐ **DE RECOURIR** au contrat d'apprentissage et **D'AUTORISER** le Président ou son représentant à exécuter toutes les démarches nécessaires au recrutement d'un(e) apprenti(e) et à signer tout document relatif à ce dispositif.

Comité syndical du 16 décembre 2024

47

A l'issue du vote à main levée, les résultats ont été enregistrés :

- 0 refus de vote.
- 0 abstention.
- 0 opposition.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical décident à l'unanimité :

- **DE MODIFIER** l'emploi non permanent de chargé(e) de mission accompagnement cybersécurité et de le prolonger dans les mêmes conditions jusqu'au 30/06/2026.
- **DE CREER** l'emploi permanent de chargé(e) de mission accompagnement numérique dans les conditions fixées ci-dessus.
- **DE CREER** l'emploi permanent de chargé(e) de mission d'exploitation des services dans les conditions fixées ci-dessus.
- **DE CREER** un emploi non permanent de chef(fe) de projet informatique à temps complet sur la base des articles L332-24 à L332-28 du CGFP (contrat projet) à compter du 1^{er} janvier 2025 et jusqu'au 31 décembre 2026.
- **DE MODIFIER** l'emploi permanent de gestionnaire administratif du projet BTHD à compter du 01/01/2025.
- **DE MODIFIER** l'emploi permanent de chargé(e) d'affaires BTHD.

- **DE RECOURIR** au contrat d'apprentissage et **D'AUTORISER** le Président ou son représentant à exécuter toutes les démarches nécessaires au recrutement d'un(e) apprenti(e) et à signer tout document relatif à ce dispositif.

Le Président invite Sébastien Dekeyser, Directeur du Pôle Administratif et Financier, à présenter les dossiers relatifs à l'adhésion au Mipih-SIB.



5. Adhésions

- Adhésion au Mipih-SIB

- Les adhérents du SIB ont décidé le 19 septembre 2024 du transfert au GIP Mipih-SIB de l'ensemble des activités et missions du SIB et ont approuvé la dissolution du GIP SIB.
- Le groupement d'intérêt public Mipih-SIB sera substitué dans les droits et obligations du groupement d'intérêt public SIB pour les missions transférées et les contrats transférés seront donc exécutés dans les conditions antérieures au transfert jusqu'à leurs échéances.
- Le Syndicat mixte doit donc formaliser son adhésion au groupement issu du rapprochement du Mipih et du SIB.
- **Il est proposé :**
 - ☐ **D'APPROUVER** l'adhésion au GIP Mipih-SIB ;
 - ☐ **D'AUTORISER** le Président à signer tout document nécessaire à cette adhésion.

A l'issue du vote à main levée, les résultats ont été enregistrés :

- 0 refus de vote.
- 0 abstention.
- 0 opposition.

Après en avoir délibéré, les membres du Comité syndical décident à l'unanimité :

- **D'APPROUVER** l'adhésion au GIP Mipih-SIB ;
- **D'AUTORISER** le Président à signer tout document nécessaire à cette adhésion.

Le Président remercie l'ensemble des délégués présents et les équipes du Syndicat mixte. Le Président souhaite de belles fêtes de fin d'année à tous.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18h30.